

Pouvoir d'emprunt—Loi

le gouvernement, le cabinet et le premier ministre (M. Trudeau) ont pu négliger à tel point leurs responsabilités.

Le gouvernement demande le pouvoir d'emprunter 29 milliards. Voici presque un an et demi que nous, de ce côté-ci de la Chambre, demandons au gouvernement de prendre des mesures à propos du Programme de stabilisation des prix du grain de l'Ouest. Les simples agriculteurs cotisent jusqu'à \$1,200 chacun à cette caisse. C'est leur argent, et pourtant le cabinet, le premier ministre, le ministre de l'Agriculture et le gouvernement libéral n'ont pas réussi à mettre en application une formule qui permette de payer les agriculteurs.

Lorsque Otto Lang a institué le Programme de stabilisation des prix du grain de l'Ouest, on avait établi une formule pour répondre aux problèmes de liquidités des agriculteurs. Cette caisse est riche de un milliard de leur argent, et pourtant le gouvernement ne met pas en application la formule qui permettrait de leur fournir l'argent nécessaire pour résoudre leurs problèmes de liquidités. Voilà qui démontre bien la gravité de nos problèmes financiers et le fait que le gouvernement, le cabinet et le premier ministre sont incapables d'y remédier.

On nous a présenté un projet de loi sur les paiements anticipés aux producteurs céréaliers. Voilà des mois que nous le réclamons, et nous allons l'adopter rapidement. Il permettra aux agriculteurs d'emprunter certains montants en anticipation de leur production de céréales. Le gouvernement s'est fait tirer l'oreille en agriculture.

• (1610)

Et que dire de sa politique énergétique? Je l'ai vu tellement mal manœuvrer quand j'étais au comité que nous en sommes rendus au point où nous payons 50c. de plus le gallon d'essence qu'aux États-Unis comme l'a si bien fait remarquer quelqu'un aujourd'hui. Vous vous rappelez cette hausse de 18c., monsieur le Président? N'était-ce pas effrayant de voir que les conservateurs allaient majorer l'essence de 18c. le gallon? Nous savons maintenant ce qui est arrivé.

Je ne saurais dire combien de fois nous avons demandé qu'on supprime l'impôt fédéral sur les carburants agricoles. Le député de Végréville (M. Mazankowski) a même présenté un projet de loi privé pour stimuler la production agricole. Là encore, le gouvernement a fait la sourde oreille. Le gouvernement, le premier ministre et tout son cabinet doivent se donner un nouvel ordre de priorités. Nous avons des gens capables, des agriculteurs productifs. Mais ils ne peuvent rien pour relancer l'économie si nous ne leur donnons pas les moyens et l'occasion de le faire. Les agriculteurs contribuent pour 8 milliards de dollars à l'économie du pays. Et en retour, ils reçoivent 1.25 milliard de dollars sur un budget de 100 milliards. Je trouve donc que les Canadiens ont tout lieu d'exiger du premier ministre qu'il s'occupe de ces graves questions financières et qu'il leur explique comment il gère les deniers publics.

Je pourrais énumérer encore bien des dépenses que le gouvernement pourrait éviter. Sous sa férule, il a fallu dépenser 17 milliards de dollars pour l'achat de 12,600 tonnes métriques de papier, soit environ 90 livres de papier par fonctionnaire. Nous savons ce que sait que d'envoyer des circulaires puisque cela nous coûte 17 millions de dollars, mais qu'y gagnons-nous? Voilà la question que le gouvernement devrait se poser. Il a débloqué 50 millions de dollars pour la compagnie de camionnage Maislin. Et voilà encore que ce matin, Canadair a besoin

de 3.5 milliards de plus. Quoi d'étonnant que le ministère du Revenu utilise de pareilles méthodes pour lever les impôts dont le gouvernement a bien besoin puisqu'il les dépense aussi allégrement.

Je trouve donc normal que nous fassions appel au sens des responsabilités du premier ministre, de son cabinet, voire de tous les députés de l'arrière-ban quand on considère la façon dont le gouvernement dépense les deniers publics.

M. Lyle S. Kristiansen (Kootenay-Ouest): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je participe au débat sur le dernier d'une longue série de projets de loi visant à accorder un pouvoir d'emprunt au gouvernement. Le projet de loi C-21 doit lui permettre d'emprunter 29.55 milliards au cours de l'exercice financier 1984-1985. C'est un chiffre impressionnant, mais nous nous sommes sans doute habitués à ce genre de demande depuis quelques années. Toutefois, le fait que ce soit devenu la règle plutôt que l'exception n'est pas une raison suffisante pour que nous acceptions sans faire d'histoires.

Le gouvernement demande 4 milliards pour couvrir des dépenses imprévues. Un de mes collègues du parti conservateur se demandait tout à l'heure quels pourraient être ces imprévus. Il faut se demander si le fait que le gouvernement ait entamé la cinquième année de son mandat n'a pas un rapport direct avec les imprévus en question.

La façon dont le gouvernement utilise une bonne partie de ces crédits a également de quoi inquiéter. Mes collègues et moi-même comprenons, comme la plupart des députés des deux côtés de la Chambre, la nécessité d'éviter l'effondrement de notre industrie aéronautique. La plupart d'entre nous ont déjà vu ce genre de catastrophe se produire dans les années 50 et 60. Nous n'avons pas tellement envie que cela recommence, mais on peut s'interroger sur les priorités du gouvernement quand on le voit consacrer 1 ou 2 milliards, ou même plus, à une seule et unique compagnie qui emploie 7,000 ou 8,000 personnes. Pendant ce temps, une industrie dans laquelle il faudrait investir de toute urgence, l'industrie forestière, qui apporte à notre économie plus que les cinq industries suivantes réunies, est en train de s'effondrer sous le regard indifférent de ce même gouvernement. En Colombie-Britannique, par exemple, l'aide gouvernementale à cette industrie s'est réduite cette année à 5.5 millions alors qu'elle devait être de 52 millions. Selon les rapports du gouvernement, d'ici à de cinq à 20 ans, 30,000 emplois directs et 30,000 emplois indirects disparaîtront rien que dans cette province que le gouvernement fédéral devra alors renflouer à grands frais. On peut s'interroger sur les priorités du gouvernement quand on voit qu'il refuse d'accorder cette aide relativement minime pour Dieu sait quelle raison.

• (1620)

Cependant, il peut très facilement, comme il l'a fait si souvent, consacrer des milliards de dollars à une seule compagnie qui n'emploie que 7,000 ou 8,000 personnes. Cela me fait penser au premier ministre conservateur de la Colombie-Britannique. Il a dit que d'ici à l'an 2000, la technologie de pointe deviendra la première industrie de la Colombie-Britannique. Pas nécessairement à cause de son expansion, mais plutôt à cause de la disparition des autres industries. Le gouvernement semble vouloir faire exactement la même chose.